

## MISSION HAUTE FONCTION PUBLIQUE

### Présentation résumée des 42 propositions

**Décloisonner** ..... 15

**Proposition 1 : Organiser un tronc commun pour les élèves reçus aux différents concours**

Tronc commun de 6 mois dont 3 semaines préparation militaire, 3 semaines encadrement du Service national universel, 2 semaines d'enseignements communs, 4 mois de mission opérationnelle en groupe de 7 élèves de chacune des écoles. Un effectif de 450 élèves (externes) accueillis sur 3 sites, dont Rennes.

**Proposition 2 : Harmoniser le statut juridique des écoles**

Ne concerne pas l'EHESP.

**Proposition 3 : Confier aux écoles l'organisation des concours**

Retirer l'organisation du concours au CNG pour harmoniser et organiser les épreuves communes.

**Proposition 4 : Fusionner l'EHESP et l'EN3S**

Sont seulement invoquées une meilleure attractivité et des perspectives de carrière plus vastes. Dès le départ du rapport, on relève la curiosité de voir figurer l'EN3S parmi les écoles de formation des cadres de l'Etat. Certes, il s'agit d'un EPA qui gère un service public mais pour autant cette école ne forme pas des fonctionnaires mais des salariés de droit privé relevant d'une convention collective spécifique.

**Proposition 5 : Replacer l'administration parisienne dans le droit commun**

C'est-à-dire le CNFPT et l'INET.

**Proposition 6 : Créer une grande école d'administration publique (EAP)**

Concerne les Administrateurs et Ingénieurs de l'Etat. Création en outre d'un GIP constitué par les différentes écoles de service public (ENA, ENM, ENAP, ENSP, EN3S, EHESP ainsi que l'INET), en particulier pour les concours.

**Proposition 7 : Supprimer le classement de sortie**

Concerne l'ENA.

**Proposition 8 : Revoir les affectations en sortie d'école**

Concerne l'Etat ; la refonte permettrait une réduction des effectifs et une redistribution notamment « au bénéfice » des ministères sociaux).

**Proposition 9 : Faciliter l'accès au doctorat pour les hauts fonctionnaires**

Semble seulement évoquer les fonctionnaires sortis de l'EAP ex ENA.

**Proposition 10 : Fonctionnaliser les corps d'inspection**

Démarche progressive, au vu des objections, concernerait IGF, IGA et IGAS, avec des aménagements pour recruter des jeunes.

**Proposition 11 : Différer l'accès aux « grands corps » juridictionnels**

Renvoi à un arbitrage entre deux options sur un sujet sensible.

**Proposition 12 : Créer « l'ENA internationale »**

Pour conserver la « marque », avec une filiale de la future EAP.

## Diversifier ..... 31

### Proposition 13 : Revoir la nature des épreuves

Suppression de la composition de culture générale, valorisation des spécialités, généralisation des options, expérimentation de tests psychotechniques non notés.

### Proposition 14 : Diversifier et professionnaliser les jurys

Accueillir des membres externes à l'administration, former les jury, associer 1 psychologue.

### Proposition 15 : Mutualiser les épreuves communes aux différents concours

Ne faire passer qu'une fois les épreuves communes à plusieurs concours, faire des économies.

### Proposition 16 : Réduire ou supprimer les recrutements parallèles

Concerne les recrutements en CRC et TA, plus le projet d'intégrer le tour extérieur à la voie professionnelle

### Proposition 17 : Généraliser la voie d'accès réservée aux docteurs

### Proposition 18 : Créer 20 nouvelles classes préparatoires « égalité des chances » en région

Etendre sur le territoire les classes préparatoires qui ne seraient plus spécifiques à une Ecole.

### Proposition 19 : Créer un concours spécial : la voie d'accès « égalité des chances ».

Concours pour chacune des Ecoles avec 10 à 15% des places réservées.

### Proposition 20 : Créer un concours professionnel unique

Se substituant aux concours interne, 3ème concours et tours extérieurs, ne semble pas inclure l'entrée à l'EHESP ?

### Proposition 21 : Reconnaître l'activité de recherche comme expérience professionnelle

### Proposition 22 : Mieux faire connaître les métiers

### Proposition 23 : Encourager la détection et l'accompagnement

Donner accès à des tests en ligne, développer tutorat et parrainage.

### Proposition 24 : Progresser vers la parité dans les emplois supérieurs

La mission n'évoque que les emplois de l'Etat ?

## Dynamiser ..... 45

### Proposition 25 : Réviser en 2020 le référentiel de compétences des hauts fonctionnaires

Revoir le référentiel de l'Etat en interministériel et en inter fonctions publiques.

### Proposition 26 : Faire de la DGAFP une véritable « DRH groupe »

### Proposition 27 : Élargir le vivier Cadres dirigeants

Evoque les emplois à la décision du gouvernement, déployer la méthode « assessment » dans la FPT et la FPH, élargir l'accès au vivier de l'Etat pour la FPT et la FPH (actuellement 2 DH, 3 PH et 1 PU dans le vivier Etat).

### Proposition 28 : Renforcer les DRH ministérielles

**Proposition 29 : Améliorer le suivi RH des cadres territoriaux**

Déployer le modèle CNG pour la FPT.

**Proposition 30 : Reconnaître la catégorie A+**

Force Ouvrière est en demande d'une réflexion globale sur les cadres A+ et A type, car les cadres supérieurs ne sont pas hors statut.

**Proposition 31 : Poursuivre le mouvement de fusion des corps**

Propose entre autres la fusion à court terme des corps DH et D3S

**Proposition 32 : Publier tous les postes vacants de cadres dirigeants de l'État**

Apparemment, ce ne serait pas le cas ? On peu aussi parler des publications furtives.

**Proposition 33 : Reconnaître et évaluer les besoins en ingénieurs de l'État****Proposition 34 : Systématiser les évaluations à différentes étapes de la carrière et accompagner les cadres**

Prône la diffusion de la méthodologie de l'assessment ; c'est un sujet à débattre dans les missions et méthodes du CNG.

**Proposition 35 : Créer l'Institut des Hautes Études du Service Public**

En quelque sorte, un Hôpital+ à l'échelle inter fonctions publiques

**Proposition 36 : Favoriser et valoriser les mobilités**

La proposition concerne l'Etat, avec des obligations de mobilité qui nous sont déjà demandées.

**Proposition 37 : Encourager les passages du secteur public au secteur privé**

Malgré les accusations de pantouflage, au nom de la réduction des emplois publics, avec une cellule d'outplacement et d'aide au retour.

**Proposition 38 : Réussir l'ouverture des emplois de direction aux contractuels**

Au nom de la « mixité » des cultures et des « compétences à valeur ajoutée », souligne le besoin de formation.

**Proposition 39 : Créer un fast track pour les cadres les plus performants.**

Réintroduction de promotions au choix (pour l'Etat ?)

**Proposition 40 : Aborder la question des rémunérations**

Souligne le décrochage des rémunérations avec le secteur privé, et donc la difficulté à attirer des contractuels !

**Proposition 41 : Augmenter la part de la rémunération aux résultats**

Evoque le régime indemnitaire de l'Etat, avec la préconisation de transférer de la part fonction sur la part performance, pour une plus grande individualisation.

**Proposition 42 : Mieux gérer les troisièmes parties de carrière et les périodes intercalaires**

Suggère de favoriser l'alternance entre postes opérationnels, postes fonctionnels et missions d'inspections.

**ANNEXE 1** L'ÉCOLE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (EAP)

**ANNEXE 2** MAQUETTE PÉDAGOGIQUE DE LA FORMATION INITIALE À L'EAP (proposition 6 - variante 1)

**ANNEXE 3** ORIGINE PAR CORPS DES CADRES DIRIGEANTS DE L'ÉTAT  
ET DES MEMBRES DU VIVIER

**ANNEXE 4** L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DU SERVICE PUBLIC (IHESP)

**ANNEXE 5** LE GIP DES ÉCOLES DU SERVICE PUBLIC

**ANNEXE 6** LA FONCTIONNALISATION DES GRANDS CORPS

**ANNEXE 7** CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE D'UN NOUVEAU CONCOURS DE  
RECRUTEMENT ET SITUATION JURIDIQUE DES DERNIERES PROMOTIONS DE L'ENA

**ANNEXE 8** LISTE DES PERSONNES AUDITIONNEES PAR LA MISSION

**ANNEXE 9** LETTRE DE MISSION